



Opération Collective en Milieu Rural (OCMR) du Commerce, de l'Artisanat et des Services de la Communauté de Communes Mirecourt-Dompaire

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Opération pilotée par la
Communauté de Communes Mirecourt-Dompaire

32, rue du Général Leclerc - BP 161
88500 MIRECOURT

Téléphone : 03 29 37 88 01

Courriel : adenis@ccmirecourtdompaire.fr

Avec le soutien et la collaboration de :



PETR de la
PLAINE
des
VOSGES



IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Dénomination de l'entreprise :

NOM : Prénom :

Code N.A.F. : Numéro SIRET :

Forme juridique (EI, SA, SARL...) : Régime fiscal :

Capital social :

Date de création de l'entreprise (ou de reprise) :

Registre du commerce :

Répertoire des métiers :

Mode d'exploitation (location, gérance, propriétaire du fonds) :

Nature du bail et date de l'expiration :

Activités exercées :

Appartenance à un groupe (si oui, lequel et pour quel objet) :

Adresse de l'entreprise : n°

Rue :

Code postal / commune :

Tél : Fax :

E-mail :

Emploi

Effectif actuel :

⇒ à temps plein : dont apprentis :

⇒ à temps partiel :

Evolution prévisionnelle de l'emploi dans les 3 ans à venir :

maintien de l'effectif

réduction de l'effectif

création (*hors apprentis*)

Si oui combien :

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LA SOCIÉTÉ

Si la société compte plusieurs établissements : les données à renseigner doivent correspondre **au cumul des données de tous les établissements appartenant à la société** (chiffre d'affaires consolidé).

S'il s'agit d'une création d'entreprise : **fournir un prévisionnel sur 3 ans**

<i>Données en euros</i>	… <i>N-2</i>	… <i>N-1</i>	… <i>N</i>
Chiffre d'affaires total HT			
Résultat Courant Avant Impôt			
Résultat net (après impôts)			
Capacité d'autofinancement (1)			
Investissements (acquisitions)			
Valeurs immobilisées nettes (2)			
Stocks			
Besoins en fonds de roulement (3)			
Trésorerie			
Fonds propres dont compte courant d'associés			
Dettes à terme (plus d'un an)			
Crédit-bail en cours			

(1) capacité d'autofinancement = résultat net + dotations aux amortissements

(2) valeurs immobilisées nettes = immobilisations – amortissements

(3) besoins en fonds de roulement = stocks + créances – dettes à court terme

Réalisation du projet / des investissements envisagés :

L'entreprise fait-elle appel à un conseil extérieur dans le cadre de ce projet ?

- oui non

Si oui lequel ?

Pour quelle(s) prestation(s)

AUTRES PROJETS D'INVESTISSEMENT A COURT TERME

(Projets de modernisation ultérieurs)

.....



PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET (TOUS INVESTISSEMENTS)

BESOINS (données en €)	... N	... N+1	... N+2
<i>Investissements – € - HT</i>			
- matériel			
- immobiliers			
- mobiliers			
- immatériels			
<i>Accroissement du besoin en fonds de roulement</i>			
<i>Remboursement d'emprunts</i>			
<i>Autres</i>			
TOTAL DES BESOINS en €			
RESSOURCES (en euros)	... N	... N+1	... N+2
<i>Apport en fonds propres</i>			
<i>Emprunts</i>			
- long terme			
- moyen terme			
- crédit-bail			
<i>Subventions (1)</i>			
Autres aides publiques sollicitées que FISAC :			
- Etat (autre) :			
- Région Grand Est :			
- CCMD :			
- LEADER :			
- ...			
TOTAL DES RESSOURCES en €			

(1) Le total des subventions publiques ne peut excéder 30 % du montant hors taxe du projet.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR D'ACCESSIBILITE D'UN ERP DE 5EME CATEGORIE *

* à compléter uniquement si vous réalisez des travaux de mise en accessibilité

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,

Je soussigné(e), [M. / Mme] [NOM Prénom], représentant [raison sociale de la personne morale éventuelle + n° SIREN/SIRET]

ou né(e) le [xx/xx/xxxx] [adresse] à [lieu de naissance] demeurant [adresse de résidence] [propriétaire / exploitant] de l'Établissement recevant du public de 5^{ème} catégorie de type [type de l'établissement]

Situé au [adresse complète] [si possible Section cadastrale et N° de la parcelle], dénommé ou enregistré sous l'enseigne : [nom de l'établissement]

atteste sur l'honneur que l'établissement sus-mentionné répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2014 [le cas échéant, suite à des travaux réalisés dans le cadre de(s) autorisation(s) de travaux AT n°..... en date du .../.../... ou du permis de construire PC / PA n°..... en date du .../.../...]

Merci de préciser très clairement les travaux réalisés (localisation, surface,...) afin de répondre aux règles d'accessibilité : ...

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

- le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint);
- l'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5^{ème} catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

Fait à le

Signature

Cachet de l'entreprise

Article 441-1 du code pénal

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

Article 441-7 du code pénal

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

ENGAGEMENT

Je soussigné, (Nom / Prénom)

Agissant en tant que

Pour le compte de l'Entreprise

Certifie sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements figurant dans ce dossier ;
- que les travaux et investissements qui font l'objet de la demande d'aide n'ont pas été démarrés avant l'envoi de la lettre d'intention ;
- que l'entreprise que je représente est en règle au regard de toutes ses obligations légales, fiscales et sociales ;
- que l'entreprise que je représente n'est pas en redressement judiciaire sauf à disposer d'un plan de continuation accepté ;
- que l'entreprise que je représente respecte les règles de base pour être éligible à l'OCMR (notamment chiffre d'affaires annuel consolidé de moins de 1.000.000 € HT) ;
- que l'entreprise que je représente respecte les règles liées aux aides « De Minimis »¹ et déclare avoir obtenu ou sollicité les aides suivantes dans les 3 dernières années :

Type d'aide obtenue / sollicitée	Projet	Montant de l'aide (euros)	Année d'obtention	Organisme financeur

Je m'engage :

- à respecter les obligations fixées par le règlement de l'OCMR de la Communauté de Communes Mirecourt-Dompaire;
- à réaliser l'opération pour laquelle l'aide est demandée telle qu'elle est décrite dans le dossier, dans le délai qui sera indiqué dans la lettre de notification de la subvention ;
- à me soumettre aux obligations de contrôle et de vérification des pièces et travaux, y compris sur place, par les services financeurs de l'OCMR (communauté de communes, Etat, Région,...) ;
- à reverser tout ou partie de l'aide accordée dans l'hypothèse où les engagements ne seraient pas respectés ;
- à accepter des visites le cas échéant avant et après la fin des travaux pour le comité de pilotage et la presse ;
- à assurer un archivage des pièces justificatives (originaux) de cette opération pendant 10 ans ;
- à apposer un panneau citant l'opération et les partenaires financiers de l'OCMR à l'entrée de l'établissement ;
- à citer les différents partenaires lors de toute campagne de communication ;
- à autoriser les partenaires financiers de l'OCMR à une publicité sur l'aide accordée.

Fait à le

Signature

Cachet de l'entreprise

¹ En application du règlement européen n°1998-2006 « De Minimis » du 15/12/2006, les aides accordées aux entreprises en dehors de régimes notifiés par l'Etat français ne peuvent pas dépasser 200 000 € sur une période de 3 ans. Sont comptabilisées toutes les subventions et aides obtenues de l'Etat, de la Région, du Département et autres organismes publics, les exonérations fiscales, les bonifications de prêts et avances remboursables par une collectivité ou un organisme public, etc, rentrant dans le cadre de ce régime d'exemption.

**OPERATION COLLECTIVE en MILIEU RURAL (OCMR)
de la COMMUNAUTE DE COMMUNES MIRECOURT-DOMPAIRE**

ACCORD DE PRÊT DE LA BANQUE

*Pièce demandée uniquement si le projet nécessite un emprunt bancaire.
Une fiche est à remplir par chaque agence bancaire finançant le projet*

Avis / accord de prêt de la banque retenue pour l'emprunt finançant le projet d'investissement de l'entreprise :

.....

Pour un montant de :€

Nom de la banque :

.....

.....

Agence de :

Adresse :

Code postal : Commune :

Tél : Fax :

Fait à : **le :**

Nom, qualité du signataire :

Signature

Cachet de la (ou des) banque(s)

Liste des pièces à joindre au dossier pour la demande de subvention		<i>Cadre réservé à l'administration - Pièces fournies</i>
	Lettre d'intention demande de soutien financier FISAC signée par le porteur de projet	
	Dossier complet de demande de subvention avec plan de financement prévisionnel	
	Devis détaillés des travaux envisagés	
	Photos avant travaux (<i>minimum 2 : intérieur et extérieur</i>)	
	Statuts de l'entreprise	
	Extrait du Registre du Commerce et des Sociétés (K bis) de moins de 3 mois ou Extrait du Registre des entreprises artisanales	
	Bilan et compte de résultat validé par le comptable (<i>dernier exercice disponible</i>)	
	Compte de résultat et bilan prévisionnel des 3 années à venir (<i>uniquement si création ou reprise d'entreprise</i>)	
	Accord de la banque retenue pour le projet (<i>uniquement si les travaux sont financés par emprunt</i>)	
	Relevé d'Identité Bancaire	
Liste des pièces justificatives pour le versement de la subvention en fin d'opération		<i>Cadre réservé à l'administration - Pièces fournies</i>
	Copie des factures acquittées par le (ou les) prestataire(s)	
	Etat récapitulatif des factures payées certifiées par l'expert comptable (bilan financier)	
	Photos après travaux	